



Dessin d'illustration. Oleg Melnikov
© Kalonji pour Le Temps

RÉCIT

Oleg Melnikov, un sauveur à Idlib

Le Russe s'est donné pour mission de sortir des personnes démunies des griffes d'esclavagistes ou de proxénètes. Dans l'ultime bastion djihadiste de Syrie, il a sauvé Leila. Une activité risquée, coûteuse, épuisante. Et qui ne lui rapporte que des ennuis

7 minutes de lecture

Emmanuel Grynszpan, envoyé spécial à Istanbul

Publié vendredi 1 novembre 2019 à 18:42, modifié vendredi 1 novembre 2019 à 18:45. **ABONNÉ**

Il a organisé la libération de 15 personnes au terme de quatre mois d'opérations menées entre la Turquie, le Liban et la Syrie. Mais ce samedi, Oleg Melnikov, 28 ans, est lui-même face à un dilemme qui

risque de lui coûter sa liberté. Il doit quitter la Turquie car son droit de séjour s'est achevé vendredi, mais s'il rentre en Russie – ce qu'il souhaite ardemment – il risque la prison.

Lorsque *Le Temps* rencontre Oleg Melnikov à la mi-octobre à Istanbul, il se démène pour extraire une jeune fille russe du chaudron d'Idlib, où elle est retenue contre son gré par son père. Accoudé à la table d'un restaurant sous le pont de Galata, il pianote sur son portable. Un pli profond lui barre le front: «Alors, tu as trouvé un client?» Au bout du fil, Micha, un collègue de l'ONG Alternativa à Moscou. Oleg se dépêche de vendre son camion-citerne pour lever des fonds. Dans une vie antérieure, ce camion lui servait pour revendre du diesel dans le Donbass déchiré par la guerre. A court de fonds, Oleg a besoin de 2000 euros de toute urgence pour permettre à la jeune fille de franchir légalement la frontière turque. Leila a fui son père, un islamiste radical. «Je ne sais pas pourquoi je tiens tant à elle, soupire l'activiste, mais c'est comme ça. Je ne peux pas la laisser tomber maintenant, j'ai passé déjà tant de temps à la sauver.»

La fuite de Leila

Quelques jours plus tard, au plus fort de l'offensive turque contre les Kurdes du nord-est de la Syrie, Leila parvient à quitter la Syrie. Elle laisse derrière elle cette province d'Idlib où, le 26 octobre, un commando américain liquide Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de Daech. Elle se trouve aujourd'hui «en sûreté». Dans un message audio adressé vendredi au *Temps* via l'application Telegram, Leila raconte que «sans l'aide d'Alternativa, je n'aurais jamais pu sortir de là. Les droits des femmes en Syrie sont bafoués. Sans l'accord de

mon père, je ne pouvais pas partir, et bien sûr mon père ne m'a pas donné l'autorisation. Franchir la frontière syrienne est impossible sans argent et sans relations, particulièrement pour les femmes. Je n'avais rien: ni argent, ni relations, ni autorisation.»

Lire aussi: Le calvaire des otages du «califat»

Originaire de Volgograd, Leila est emmenée par son père en Turquie en 2016 «pour des raisons religieuses», alors qu'elle est encore mineure. Il l'entraîne ensuite dans une Syrie bouleversée par la guerre. «Ces derniers temps, nous habitons un village dans une plantation d'oliviers près d'Idlib. C'était très angoissant, on ne se sentait jamais en sécurité. Il n'y avait aucun moyen de savoir si les personnes qu'on croisait étaient des terroristes, des espions ou de simples riverains. Des avions survolaient souvent, on entendait des tirs et des explosions.» Aujourd'hui, Leila veut tourner la page, rentrer en Russie, s'installer chez une amie qui l'a aidée à entrer en contact avec Alternativa, reprendre ses études, vivre une vie normale. «Mais je ne veux plus avoir aucun contact avec mon père.»



Si toutefois les autorités ne la cueillent pas dès son retour sur le sol russe. Bien que Leila soit partie dans les valises de son père, qui ne lui a pas laissé le choix, elle est désormais majeure aux yeux de l'appareil répressif russe qui a tendance à harceler les familles des islamistes. Un sort encore moins enviable attend Oleg à son retour en Russie, à en juger par l'intérêt des services de renseignement pour sa personne. «Des agents du FSB [service chargé de la sécurité intérieure] sont venus perquisitionner mon domicile en mon absence, s'inquiète Oleg. D'après ce que j'ai compris, on me reproche d'entretenir des contacts avec les terroristes, alors qu'il s'agit pour nous de négocier le retour de Leila.»

En «djihadmobile»

Juste avant de sauver Leila, le défenseur des droits humains a risqué sa peau en passant une dizaine de jours dans le chaudron d'Idlib: «Nous avons organisé l'évasion de 14 personnes captives, des femmes avec leurs enfants, qui nous ont écrit en désespoir de cause, parce que leurs maris les maintenaient en situation d'esclavage domestique.» Avec un groupe de neuf volontaires locaux – des Syriens proches de l'opposition à Bachar el-Assad, d'où l'accusation de liens avec le terrorisme – Oleg franchit clandestinement la frontière, un petit cours d'eau, au petit matin. Sur l'autre rive les attend une «djihadmobile», plaisante Oleg, évoquant le pick-up Toyota favori des combattants locaux. Pour

passer inaperçu, il se laisse pousser la barbe en collier, ne porte ni sous-vêtement ni chaussettes selon la coutume wahhabite, et apprend par cœur quelques versets coraniques. «Nous avons tous caché nos portables dans un fourré. Il y a fréquemment des contrôles sur les routes et mon carnet d'adresses m'aurait tout de suite trahi.»

Faute d'avoir pu contacter en temps et en heure son collaborateur resté à la frontière turque, selon une procédure de sécurité établie à l'avance, celui-ci avertit les médias de la disparition d'Oleg. Apprenant la présence d'un Russe à Idlib, un groupe terroriste met aussitôt sa tête à prix. Oleg s'attelle malgré tout à sa tâche, dénichant un vieux téléphone portable basique pour contacter les captives. «Chaque jour, nous allions délivrer quelqu'un. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'attendre que le mari soit parti travailler pour agir.» Une fois les demandes traitées, l'équipe repasse en Turquie en plusieurs convois, pour limiter les risques. Alternativa offre son aide pour les questions administratives et paie le plus souvent les billets de retour.

Les captives sont des femmes originaires de l'ex-URSS qui se sont mariées avec des Syriens et pour qui l'union a viré au cauchemar. «Toutes ces femmes ont un point commun: elles font connaissance par internet, croient au grand amour et se retrouvent otages d'un tyran domestique, qui saisit leur passeport et les prive de toute liberté, commente Oleg. Même si leur mari meurt, elles ne peuvent pas partir. Elles restent surveillées.»

Une grenade en réserve

L'ornière dans laquelle ces femmes tombent est sans fond. Ni l'Etat russe ni les médias ne s'intéressent à leur cas. «En Russie, il n'y a aucune compassion pour elles. On me dit: Quelle idée d'aller se fourrer là-bas! Elles l'ont bien mérité... Or, même si elles ont commis une grosse erreur, elles ne méritent pas qu'on les abandonne à ce sort terrible», estime Oleg. Les ONG traditionnelles sont réticentes à opérer sur des terrains aussi dangereux que la Syrie. «Nous ne sommes pas comme les autres organisations qui placent leurs vies au-dessus des victimes. Nous, c'est le contraire, c'est pourquoi je vends mon camion, je me sacrifie. On doit sauver les gens, un point c'est tout», assure le jeune homme. Mais ce père de deux filles en bas âge reconnaît que la peur l'étreint durant les opérations. «Je ne le montre pas à mes camarades. J'avais une grenade avec moi pour me faire sauter au cas où je me ferais prendre par des terroristes. Je ne veux pas que mes enfants me voient décapité.»

Les sacrifices personnels qu'il consent ont de quoi impressionner. Alternativa est presque entièrement financée de sa poche. Car Oleg est un homme d'affaires. Il possède des parts dans une usine de séparation de gaz et dans une entreprise de recyclage de déchets. Il aurait pu vivre très confortablement, mais préfère investir son argent dans l'ONG qu'il a fondée en 2011 avec des amis. Dès le départ, il était prêt à payer de sa personne, se laissant droguer pour pénétrer comme s'il en était l'une des nombreuses victimes un réseau de travail forcé au Daguestan. Réseau aujourd'hui démantelé en grande partie grâce à Alternativa.

Particulièrement active dans le Caucase, l'organisation a créé un large réseau de volontaires prêts à donner un coup de main dans des opérations parfois musclées, et toujours risquées. En octobre 2017, *Le Temps* a pu assister à la libération de deux Russes retenus en esclavage depuis plusieurs années par une famille de fermiers tchéchènes dans une zone isolée. Les policiers locaux étaient de mèche avec les fermiers, et l'opération n'a pu aboutir qu'avec la médiation d'un officier de sécurité du Daguestan proche d'Alternativa.

Mais ces collaborations avec les autorités sont trop rares. «Une goutte d'eau dans l'océan», maugrée Oleg. «Nous avons libéré plus de 500 personnes depuis neuf ans, mais il reste au moins un million de travailleurs forcés en Russie. Les autorités sont indifférentes et nous les gênons plus qu'autre chose, car dans leur logique, si on n'en parle pas, cela signifie que le problème n'existe pas.»